

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 2228

[2010/203550]

**18 JUIN 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le règlement comptable, budgétaire et financier de Wallonie-Bruxelles International**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, en particulier les articles 2,6 et 7;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008, notamment l'article 5, § 3, de l'accord de coopération;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 avril 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juin 2010;

Vu l'avis n° 46.828/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 juillet 2009 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Les dépenses et les recettes afférentes au budget de Wallonie-Bruxelles International, ci-après dénommé "W.B.I.", sont imputées sur la base des droits constatés.

Le droit est constaté lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1<sup>o</sup> son montant est déterminé de manière exacte;

2<sup>o</sup> l'identité du débiteur ou du créancier est déterminable;

3<sup>o</sup> l'obligation de payer existe;

4<sup>o</sup> une pièce justificative est en possession de W.B.I.

§ 2. Toute facture, déclaration de créance, note de frais ou autre pièce comptable probante est immédiatement enregistrée et classée chronologiquement par le service "comptabilité" de W.B.I. Elle fait l'objet, par cet enregistrement, d'une inscription numérotée dans un facturier d'entrée et d'une imputation en comptabilité économique dans un compte "d'attente d'imputation".

Toutefois, les déclarations de créance ne feront l'objet d'une inscription en compte d'attente que lorsque leur montant sera déterminé comme certain et définitif.

Ces déclarations de créances font l'objet d'une inscription dans un "pré-facturier".

Le document comptable est enregistré en classe 6 ou en classe 2 (immobilisations) après approbation de la dépense par l'ordonnateur habilité.

§ 3. Toute recette constatée est formalisée par une facture/déclaration de créance/invitation à payer numérotée et inscrite dans un facturier de sortie (imputation en classe 7 et enregistrement en compte client).

**Art. 2.** Annuellement, W.B.I. présente un compte général qui comprend un bilan au 31 décembre, une balance générale, un compte de résultats, un compte de récapitulation des opérations budgétaires ainsi qu'un compte d'exécution du budget afin de refléter la situation comptable et budgétaire de l'organisme.

**Art. 3.** W.B.I. transmet, pour le 30 avril au plus tard de l'année qui suit l'exercice considéré, le compte annuel et le compte d'exécution du budget accompagnés d'une balance définitive au Ministre ayant les Relations internationales dans ses attributions, lequel les transmet au Ministre ayant les Finances dans ses attributions, lequel les transmet à la Cour des comptes pour le 31 mai au plus tard de l'année qui suit l'exercice considéré.

Ces comptes doivent être accompagnés du rapport du réviseur d'entreprises désigné auprès de W.B.I.

**Art. 4.** W.B.I. établit un plan comptable conforme au plan comptable minimum normalisé.

**Art. 5.** Conformément à l'article 1<sup>er</sup>, les déclarations de créance et factures sont imputées en classe 6 ou en classe 2 après établissement du droit constaté.

En comptabilité économique, les engagements sont comptabilisés dans les comptes de droits et engagements hors bilan.

**Art. 6.** Conformément à l'article 1<sup>er</sup>, les recettes font l'objet de factures/d'invitations à payer/de déclarations de créance générées par W.B.I. sur des articles de recettes.

Ces documents sont numérotés et classés dans un facturier de sortie.

Si une créance doit être réduite ou abandonnée en raison d'une contestation du tiers ou d'une erreur, une note de crédit numérotée sera générée dans le facturier de sortie.

L'abandon d'une créance, pour laquelle il est raisonnable de penser qu'aucune récupération n'est encore possible, doit faire l'objet d'une proposition de mise en irrécouvrabilité. La proposition dûment motivée d'abandon de créance est soumise, après avis favorable de l'Inspection des Finances, au Ministre qui a les Relations internationales dans ses attributions.

En cas d'avis défavorable de l'Inspection des Finances, cette proposition doit être soumise au Ministre qui a le Budget dans ses attributions.

Après la reconnaissance du caractère irrécouvrable de la créance, elle sera apurée par une inscription à l'article budgétaire prévu à cet effet au budget des dépenses de l'organisme et par une inscription en compte de charges.

**Art. 7.** Sont considérés comme éléments constitutifs du patrimoine, les biens durables corporels ou incorporels dont la valeur unitaire hors taxe s'élève à plus de € 700.

Par dérogation au précédent alinéa, le mobilier de bureau et l'équipement informatique des postes de travail des agents W.B.I. sont considérés comme faisant partie intégrante du patrimoine de W.B.I. quelque soit leur valeur unitaire.

Ces éléments sont imputés en comptabilité à leur valeur d'achat majorée des frais accessoires et des taxes et impôts non récupérables.

**Art. 8.** W.B.I. doit recourir à la comptabilisation d'amortissements pour tous les biens immobilisés comptabilisés en classe 2.

Les durées d'amortissement suivantes, ventilées par catégories de biens, s'appliquent pour les acquisitions opérées par W.B.I. à partir de 2009 :

1° mobilier : 5 ans;

2° matériel roulant : 5 ans;

3° installations, machines et outillage : 5 ans;

4° matériel informatique : 3 ans ou 5 ans;

5° achat de logiciels : 5 ans s'il s'agit de l'achat d'un logiciel standard sans paramétrisation et 10 ans s'il s'agit de l'achat/développement d'un logiciel non standard ou avec paramétrisation;

6° immobilisations incorporelles : 5 ans;

7° les biens amortissables détenus sous formes de leasing, de droits d'emphytéose ou tous autres droits assimilés sont amortis en fonction de la durée de vie de ces droits.

L'amortissement des immobilisations est réalisé de manière linéaire sans application du prorata temporis.

Le Ministre ayant les Relations internationales dans ses attributions peut procéder à la révision de ces durées d'amortissement.

**Art. 9.** La dotation aux fonds de renouvellement de W.B.I. s'élève à zéro et ces fonds ne sont pas constitués.

**Art. 10.** En cas de pertes et charges nettement circonscrites quant à leur nature, mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont probables ou certaines, mais indéterminées quant à leur montant, des provisions pour risques et charges doivent être constituées. Elles ne peuvent toutefois avoir pour objet de corriger la valeur d'éléments portés à l'actif.

Les créances à plus d'un an et à un an au plus font l'objet de réductions de valeur lorsque leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis.

**Art. 11.** Le Ministre qui a les Relations internationales dans ses attributions et le Ministre des Finances ou son délégué peuvent autoriser la constitution de réserves comptables au sein du bilan de W.B.I.

**Art. 12.** Des avances peuvent être consenties dans le cadre des missions à l'étranger, d'accueil en Belgique, d'achats de petites fournitures.

Ces avances frappent les crédits de liquidation et les comptes de charge lorsque la dépense est définitive et certaine c'est-à-dire après la reddition et la vérification des pièces justificatives.

Ne sont pas visées par le terme "avance de fonds", les sommes versées à titre de "1<sup>re</sup> tranche" dans le cadre de subventions.

Le Ministre ayant les Relations internationales dans ses attributions définit les modalités de procédure des avances de fonds et en fixe les conditions d'octroi, de justification, de suspension et de récupération.

**Art. 13.** W.B.I. établit un budget annuel comprenant toutes les recettes et toutes les dépenses.

La structure du budget des dépenses et des recettes est établie sur base de la codification SEC 95 version 2000. La structure budgétaire de W.B.I. doit faire apparaître de manière claire les moyens affectés aux actions, tant au niveau de la Région wallonne que de la Communauté française.

**Art. 14.** Les droits constatés à charge de l'exercice comptable peuvent être comptabilisés jusqu'au 31 janvier de l'année n+1.

**Art. 15.** W.B.I. effectue, chaque année, l'analyse de l'encours des crédits dissociés et s'assure de la pertinence du maintien des engagements y figurant.

**Art. 16.** Le résultat de l'exercice comptable cumulé, tel que repris au bilan, est automatiquement reporté à l'exercice suivant. Les Ministres ayant respectivement les Relations internationales et les Finances dans leurs attributions peuvent toutefois, en tout ou en partie, déterminer une autre affectation du résultat comptable.

**Art. 17.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Namur, le 18 juin 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 2228

[2010/203550]

#### 18. JUNI 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Regelung von "Wallonie-Bruxelles International" in Sachen Buchführung, Haushalt und Finanzen

Die Wallonischen Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses, insbesondere der Artikel 2, 6 und 7;

Aufgrund des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung zu dem Zusammenarbeitsabkommen vom 20. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles, insbesondere des Artikels 5, § 3 des Zusammenarbeitsabkommens;

Aufgrund des am 30. April 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. Juni 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 7. Juli 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 46.828/4;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1 - § 1.** Die Ausgaben und Einnahmen, die mit dem Haushalt von "Wallonie-Bruxelles International", weiter unten "W.B.I." genannt, verbunden sind, werden auf der Grundlage der festgestellten Ansprüche angerechnet.

Der Anspruch wird festgestellt, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

- 1° sein Betrag wird auf genaue Weise bestimmt;
- 2° die Identität des Schuldners oder des Gläubigers kann bestimmt werden;
- 3° die Zahlungsverpflichtung besteht;
- 4° ein Beleg ist im Besitz von W.B.I.

§ 2. Jede Rechnung, Forderungsanmeldung, Spesenabrechnung oder jeder beweiskräftige Rechnungsbeleg wird sofort durch die Dienststelle "Buchführung" von W.B.I. registriert und chronologisch eingeordnet. Sie bzw. er ist durch diese Registrierung Gegenstand einer nummerierten Eintragung in ein Rechnungseingangsbuch und einer Anrechnung in wirtschaftlicher Buchführung in ein Wartekonto für "vorzunehmende Anrechnungen".

Die Forderungsanmeldungen werden jedoch nur dann Gegenstand einer Eintragung in ein Wartekonto sein, wenn deren Betrag als sicher und endgültig bestimmt wird.

Diese Forderungsanmeldungen sind Gegenstand einer Eintragung in ein "Vor-Rechnungsbuch".

Die Rechnungsunterlage wird in der Klasse 6 oder in der Klasse 2 (Anlagen) nach Genehmigung der Ausgabe durch den Anweisungsbefugten registriert.

§ 3. Jede festgestellte Einnahme wird mittels einer Rechnung/Forderungsanmeldung/Zahlungsaufforderung formalisiert, die nummeriert und in ein Rechnungsausgangsbuch eingetragen wird (Anrechnung in der Klasse 7 und Registrierung in einem Kundenkonto).

**Art. 2 -** Jährlich stellt W.B.I. eine Gesamtrechnung vor, die eine Bilanz am 31. Dezember, eine allgemeine Bilanz, eine Ergebnisrechnung, eine zusammenfassende Rechnung der Haushaltsverrichtungen sowie eine Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung enthält, um ein Bild des Stands der Rechnungsführung und der Haushaltslage der Einrichtung zu geben.

**Art. 3 -** W.B.I. übermittelt spätestens bis zum 30. April des auf das betrachtete Haushaltsjahr folgenden Jahres dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen gehören, die Jahresrechnung und die Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung zusammen mit einer endgültigen Bilanz; dieser übermittelt sie dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, der sie spätestens bis zum 31. Mai des auf das betrachtete Haushaltsjahr folgenden Jahres dem Rechnungshof übermittelt.

Diesen Rechnungen muss der Bericht des für W.B.I. bezeichneten Betriebsrevisors beigefügt werden.

**Art. 4 -** W.B.I. erstellt einen Kontenplan, der dem Mindestkonteneinheitsplan entspricht.

**Art. 5 -** Gemäß Artikel 1 werden die Forderungsanmeldungen und Rechnungen in der Klasse 6 oder in der Klasse 2 angerechnet, dies nach Festsetzung des festgestellten Anspruchs.

In der wirtschaftlichen Buchführung werden die Verpflichtungsanweisungen in den Anspruchs- und Verpflichtungskonten außerhalb der Bilanz verbucht.

**Art. 6 -** Gemäß Artikel 1 sind die Einnahmen Gegenstand von Rechnungen/Zahlungsaufforderungen/Forderungsanmeldungen, die durch W.B.I. auf Einnahmeposten erzeugt werden.

Diese Dokumente werden nummeriert und in einem Rechnungsausgangsbuch abgelegt.

Wenn eine Forderung aufgrund einer Anfechtung des Dritten oder eines Irrtums verringert oder aufgegeben werden muss, wird eine nummerierte Gutschrift ins Rechnungsausgangsbuch eingetragen.

Das Aufgeben einer Forderung, von der man vernünftigerweise denken kann, dass sie nicht mehr eingetrieben werden kann, muss Gegenstand eines Vorschlags zur Einstufung als uneintreibbar sein. Der ordnungsgemäß begründete Vorschlag zum Aufgeben der Forderung wird nach einem positiven Gutachten der Finanzinspektion dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen gehören, vorgelegt.

Bei einem ungünstigen Gutachten der Finanzinspektion muss dieser Vorschlag dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, vorgelegt werden.

Nachdem der uneintreibbare Charakter der Forderung anerkannt worden ist, wird diese durch eine Eintragung in den zu diesem Zweck im Ausgabenhaushaltsplan der Einrichtung vorgesehenen Haushaltsartikel und durch eine Eintragung in ein Aufwendungskonto bereinigt.

**Art. 7 -** Gelten als Bestandteile des Vermögens die materiellen und immateriellen langlebigen Güter, deren steuerfreier Einheitswert mehr als € 700 beträgt.

In Abweichung von dem vorigen Absatz werden die Büromöbel und die EDV-Ausrüstung der Arbeitsplätze der Bediensteten von W.B.I. als Bestandteil des Vermögens von W.B.I. betrachtet, was auch immer ihr Einheitswert ist.

Diese Elemente werden in der Buchführung zu deren Einkaufswert zuzüglich der Nebenkosten und der nicht beitreibbaren Steuern und Abgaben verbucht.

**Art. 8 -** W.B.I. muss auf die Verbuchung von Abschreibungen für alle in der Klasse 2 verbuchten Gegenstände des Anlagevermögens zurückgreifen.

Die folgenden Abschreibungsdauern, je nach Güterkategorien aufgeteilt, gelten für die durch W.B.I. ab 2009 getätigten Anschaffungen:

- 1° Mobiliar: 5 Jahre;
- 2° Fahrmaterial: 5 Jahre;
- 3° Anlagen, Maschinen und Werkzeuge: 5 Jahre;
- 4° EDV-Material: 3 bzw. 5 Jahre;
- 5° Ankauf von Software: 5 Jahre, wenn es sich um den Ankauf von Standardsoftware ohne Parametrisierung handelt, und 10 Jahre, wenn es sich um den Ankauf/die Entwicklung einer Nichtstandardsoftware oder einer Software mit Parametrisierung handelt;
- 6° immaterielle Anlagewerte: 5 Jahre;

7° die afschrebbare Güter, die op der Grondlage eines Leasings, von Erbpachtrechten oder von allen anderen gleichgestellten Rechten gehalten werden, werden je nach der Lebensdauer dieser Rechte abgeschrieben.

Die Abschreibung der Anlagewerte wird auf lineare Weise getätigt, ohne Anwendung des "prorata temporis".

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen gehören, kann diese Abschreibungsdauern revidieren.

**Art. 9** - Die Dotation an die Erneuerungsfonds von W.B.I. beläuft sich auf Null und diese Fonds sind nicht gegründet.

**Art. 10** - Im Falle von Verlusten und Belastungen, die in Bezug auf ihre Art deutlich eingegrenzt sind und die aber zum Zeitpunkt des Abschlusses des Haushaltsjahres wahrscheinlich bzw. sicher aber, was deren Betrag betrifft, unbestimmt sind, müssen Rückstellungen für Risiken und Lasten angelegt werden. Sie können jedoch nicht zum Gegenstand haben, den Wert von in den Aktiva eingetragenen Elementen zu korrigieren.

Die Schuldforderungen von mehr als einem Jahr und von höchstens einem Jahr sind Gegenstand von Wertminderungen, wenn deren Rückzahlung am Fälligkeitsdatum ganz oder teilweise unsicher bzw. gefährdet ist.

**Art. 11** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen gehören, und der Minister für Finanzen oder sein Beauftragter können das Anlegen von Buchhaltungsrücklagen in der Bilanz von W.B.I. genehmigen.

**Art. 12** - Vorschüsse können im Rahmen der Auslandsmissionen, des Empfangs in Belgien, des Ankaufs von Kleinmaterial genehmigt werden.

Diese Vorschüsse betreffen die Ausgabenfeststellungskredite und die Aufwendungskonten, wenn die Ausgabe endgültig und sicher ist, d.h. nach der Übergabe und der Überprüfung der Belege.

Die als "1. Tranche" im Rahmen von Zuschüssen überwiesenen Beträge gelten nicht als Geldvorschüsse.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen gehören, bestimmt die Modalitäten in Bezug auf das Verfahren für die Geldvorschüsse und setzt die Bedingungen für deren Gewährung, Begründung, Aufhebung und Rückzahlung fest.

**Art. 13** - W.B.I. legt einen jährlichen Haushaltsplan fest, der alle Einnahmen und alle Ausgaben enthält.

Die Struktur des Haushaltsplans der Ausgaben und der Einnahmen wird auf der Grundlage der Kodifizierung SEC 95, Fassung 2000, erstellt. Die Haushaltsstruktur von W.B.I. muss die den Aktionen zugeteilten Mittel deutlich erkennen lassen, dies sowohl auf der Ebene der Wallonischen Region als auch der Französischen Gemeinschaft.

**Art. 14** - Die zu Lasten des Rechnungsjahres festgestellten Ansprüche können bis zum 31. Januar des Jahres N+1 verbucht werden.

**Art. 15** - W.B.I. nimmt jedes Jahr die Analyse des ausstehenden Betrags der aufgegliederten Mittel vor und vergewissert sich von der Relevanz der Aufrechterhaltung der dort stehenden Verpflichtungen.

**Art. 16** - Das Ergebnis des kumulierten Rechnungsjahres, so wie in der Bilanz angeführt, wird automatisch auf das folgende Rechnungsjahr übertragen. Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereichen die internationalen Beziehungen bzw. die Finanzen gehören, können jedoch eine andere Zweckbestimmung für das Buchführungsergebnis ganz oder teilweise festsetzen.

**Art. 17** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2009 wirksam.

Namur, den 18. Juni 2010

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen,  
A. ANTOINE

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 2228

[2010/203550]

#### 18 JUNI 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het boekhoudkundig, begrotings- en financieel reglement van "Wallonie-Bruxelles International"

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikelen 2, 6 en 7;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 8 mei 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", opgemaakt op 20 maart 2008, inzonderheid op artikel 5, § 3, van het samenwerkingsakkoord;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 april 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 18 juni 2010;

Gelet op advies nr. 46.828/4 van de Raad van State, gegeven op 7 juli 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1. § 1.** De uitgaven en de ontvangsten met betrekking tot het budget van "Wallonie-Bruxelles International", hierna "W.B.I." genoemd, worden geboek op grond van de vastgestelde rechten.

Het recht wordt vastgesteld wanneer volgende voorwaarden vervuld worden :

1° het bedrag ervan wordt precies aangegeven;

2° de identiteit van de schuldenaar of van de schuldeiser kan bepaald worden;

3° de verplichting tot betaling bestaat;

4° W.B.I. is in het bezit van een verantwoordingsstuk.

§ 2. Elke factuur, schuldvordering, onkostennota of elk ander boekhoudkundig bewijsstuk wordt onmiddellijk door de dienst "boekhouding" van W.B.I. geregistreerd en chronologisch geklasseerd. Door die registratie wordt elk stuk genummerd en ingeschreven in een ingaand factuurboek en wordt het in de bedrijfsboekhouding op een tussenrekening geboekt.

De schuldvorderingen worden evenwel enkel op de tussenrekening opgenomen wanneer het bedrag ervan als zeker en vaststaand wordt bepaald.

Die schuldvorderingen worden opgenomen in een voorfactuurboek.

Het boekhoudstuk wordt ondergebracht bij klasse 6 of klasse 2 (vaste activa) na goedkeuring van de uitgave door de gemachtigde ordonnateur.

§ 3. Elke vastgestelde ontvangst moet de vorm hebben van een genummerde factuur/schuldvordering/verzoek om te betalen, opgenomen in een uitgaand factuurboek (geboekt in klasse 7 en opgenomen op een klantrekening).

**Art. 2.** Jaarlijks legt W.B.I. een algemene rekening voor met een balans op 31 december, een algemene balans, een resultatenrekening, een samenvattende rekening van de begrotingsverrichtingen en een begrotingsuitvoeringsrekening waarmee de boekhoudkundige en de budgetaire toestand van de instelling weergegeven wordt.

**Art. 3.** Tegen uiterlijk 30 april van het jaar volgend op het desbetreffende boekjaar worden de jaarrekening en de rekening ter uitvoering van de begroting, samen met een definitieve balans, door W.B.I. overgemaakt aan de Minister bevoegd voor Internationale Betrekkingen, die ze dan overmaakt aan de Minister bevoegd voor Financiën, die ze vervolgens tegen uiterlijk 31 mei van het jaar volgend op het desbetreffende boekjaar overmaakt aan het Rekenhof.

Die rekeningen worden samen ingediend met het verslag van de bij W.B.I. aangewezen bedrijfsrevisor.

**Art. 4.** W.B.I. stelt een boekhoudplan op dat in overeenstemming is met de minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel.

**Art. 5.** Overeenkomstig artikel 1 worden de schuldvorderingsaangiften en de facturen geboekt in klasse 6 of klasse 2 nadat het vastgestelde recht duidelijk is aangewezen.

In de bedrijfsboekhouding worden de verplichtingen verrekend in de rekeningen van niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen.

**Art. 6.** Overeenkomstig artikel 1 maken de ontvangsten het voorwerp uit van facturen/verzoeken om betalingen/schuldvorderingen die W.B.I. opmaakt op grond van ontvangstartikelen.

Die stukken worden genummerd en gerangschikt in een uitgaand factuurboek.

Als een schuldvordering verminderd of verzaakt moet worden wegens een betwisting van de derde of ten gevolge van een vergissing, wordt er een genummerde kredietnota opgemaakt in het uitgaand factuurboek.

Voor het afzien van een schuldvordering die redelijkerwijs niet meer ingevorderd kan worden, moet een voorstel tot in onverhaalbaarheidstelling worden opgemaakt. Het behoorlijk gemotiveerde voorstel voor het afzien van een schuldvordering wordt na gunstig advies van de Inspectie van Financiën voorgelegd aan de Minister bevoegd voor Internationale Betrekkingen.

Als het advies van de Inspectie van Financiën ongunstig is, wordt dat voorstel voorgelegd aan de Minister bevoegd voor Begroting.

Nadat de onverhaalbaarheid van de schuldvordering erkend is, wordt deze aangezuiverd door ze op te nemen op het begrotingsartikel, daartoe voorzien in de uitgavenbegroting van de instelling en door een inschrijving op de lastenrekening.

**Art. 7.** De duurzame vaste of immateriële goederen met een eenheidswaarde, belasting niet meegerekend, van meer dan € 700 worden beschouwd als vermogensbestanddelen.

Ter afwijking van vorig lid worden het kantoormeubilair en de computeruitrusting van de werkposten van de personeelsleden van W.B.I. beschouwd als volledig deel uitmakend van het vermogen van W.B.I., ongeacht de eenheidswaarde.

Die bestanddelen worden in de boekhouding geboekt op grond van hun aankoopwaarde, verhoogd met de bijkomende lasten en de niet-verhaalbare taksen en belastingen.

**Art. 8.** W.B.I. moet alle vaste goederen, geboekt in klasse 2, verrekenen via afschrijvingen.

De duur van de afschrijvingen zoals hierna aangeduid, opgedeeld per categorie goederen, gelden voor alle aankopen verricht door W.B.I. vanaf 2009 :

1° meubilair : 5 jaar;

2° rollend materieel : 5 jaar;

3° installaties, machines en werktuigen : 5 jaar;

4° informaticamaterieel : 3 jaar of 5 jaar;

5° aankoop van software : 5 jaar indien het de aankoop betreft van standaardsoftware zonder parameterbepaling en 10 jaar indien het de aankoop/ontwikkeling betreft van niet-standaardsoftware of met parameterbepaling;

6° immateriële vaste activa : 5 jaar;

7° de afschrijfbaar goederen die gehouden worden in de vorm van leasing, pachtrechten of alle andere daarmee gelijkgestelde rechten worden afgeschreven afhankelijk van de levensduur van die rechten.

De afschrijving van de immateriële vaste activa wordt lineair toegepast zonder prorata temporis.

De Minister bevoegd voor Internationale Betrekkingen mag de duurtijden van de verschillende afschrijvingen herzien.

**Art. 9.** De dotatie voor de hernieuwingsfondsen van W.B.I. bedraagt nul en die fondsen worden niet gevormd.

**Art. 10.** Bij verliezen en lasten, juist omschreven wat hun aard betreft, maar die op de datum van afsluiting van het begrotingsjaar, vermoedelijk of vaststaand zijn, maar zonder bepaald bedrag, moeten er provisies voor lasten en risico's aangelegd worden. Ze mogen er evenwel niet toe strekken de waarde van bestanddelen, opgenomen in de activa, te herstellen.

De schuldvorderingen op meer dan één jaar en hoogstens één jaar worden in waarde verminderd indien de terugbetaling ervan op de vervalddag geheel of gedeeltelijk onzeker of bedreigd is.

**Art. 11.** De Minister bevoegd voor Internationale Betrekkingen en de Minister van Financiën of diens gemachtigde mogen de vorming van boekhoudkundige reserves toelaten op de balans van W.B.I.

**Art. 12.** Er mogen voorschotten worden toegestaan in het kader van buitenlandse dienstreizen, ontvangst in België, aankopen van kleine benodigdheden.

Die voorschotten worden aangerekend op de vereffeningskredieten en de lastenrekeningen wanneer de uitgave definitief en vaststaand is, namelijk na indiening en nazicht van de verantwoordingsstukken.

De sommen die als "eerste schijf" gestort worden in het kader van subsidies vallen niet onder de benaming "geldvoorschotten".

De Minister bevoegd voor Internationale Betrekkingen omschrijft de nadere regels voor de geldvoorschotten en stelt de voorwaarden voor de toekenning, de verantwoording, de opschorting en de terugvordering ervan vast.

**Art. 13.** W.B.I. maakt een jaarrekening op met alle ontvangsten en alle uitgaven.

De structuur van de uitgaven- en ontvangstenbegroting wordt opgemaakt op grond van de SEC95-codificatie, versie 2000. De structuur van de W.B.I.-begroting moet duidelijk laten blijken welke middelen aangewend worden voor het beleid zowel op het niveau van het Waalse Gewest als op dat van de Franse Gemeenschap.

**Art. 14.** De vastgestelde rechten ten laste van het boekjaar kunnen tot en met 31 januari van het jaar  $n + 1$  verrekend worden.

**Art. 15.** W.B.I. voert jaarlijks een onderzoek uit naar het uitstaand bedrag van de gesplitste kredieten en vergewist zich van de relevantie van de daar opgenomen verplichtingen.

**Art. 16.** Het resultaat van het samengevoegd boekjaar, zoals opgenomen in de balans, wordt automatisch overgedragen naar het volgende boekjaar. De Ministers die respectievelijk bevoegd zijn voor Internationale Betrekkingen en Financiën kunnen evenwel geheel of gedeeltelijk beslissen over een andere aanwending van het boekhoudresultaat.

**Art. 17.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2009.

Namen, 18 juni 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 2229

[2010/203556]

**18 JUIN 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subsides destinés aux travaux d'entretien des voiries communales pour les années 2010 à 2012**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-programme du 10 décembre 2009, l'article 4;

Vu la déclaration de politique régionale du Gouvernement wallon qui énonce la volonté de garantir aux citoyens la possibilité de circuler en toute sécurité sur un réseau routier de qualité mais également d'assurer une répartition des subsides entre communes sur base de critères objectifs et transparents;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 février 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 mars 2010;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 29 mars 2010;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 juin 2010 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre qui a les travaux subsidiés dans ses attributions;

2<sup>o</sup> l'administration :

Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments - DGO1

Département des Infrastructures subsidiées

Direction des Voiries subsidiées

Boulevard du Nord 8

5000 Namur

CHAPITRE II. — Droit de tirage

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Un budget annuel de € 30.000.000 est destiné aux travaux d'entretien des voiries communales pour les années 2010 à 2012, sous réserve du montant des inscriptions budgétaires pour les années ultérieures à 2010.

Une quote-part de ce montant est réservée à chaque commune sur base des critères suivants :

1<sup>o</sup> le kilométrage des voiries communales revêtues : kilométrage de voiries communales revêtues de petite vicinalité et de grande communication communiqué par les services techniques provinciaux;

2<sup>o</sup> le nombre d'habitants : nombre d'habitants par commune, selon les dernières statistiques INS disponibles;

3<sup>o</sup> le revenu moyen par habitant : revenu moyen sur base des déclarations fiscales par commune, selon les dernières statistiques INS disponibles.

La quote-part de chaque commune est déterminée en multipliant l'enveloppe globale du droit de tirage par la formule suivante :  $\{(Nombre\ Km\ de\ voiries\ de\ la\ commune / Total\ de\ km\ de\ voiries\ communales\ en\ Région\ wallonne) * 0,5 + (Nombre\ habitant\ de\ la\ commune / Nombre\ total\ d'habitants\ en\ Région\ wallonne) * 0,5\} * [Revenu\ moyen\ par\ habitant\ en\ Région\ wallonne / revenu\ moyen\ habitant\ de\ la\ commune + (1 - Revenu\ moyen\ par\ habitant\ en\ Région\ wallonne / revenu\ moyen\ habitant\ de\ la\ commune) * 0,25]$ .

Pour la détermination des totaux et du revenu moyen utilisés dans la formule précitée, les données relatives au territoire des communes de la Communauté germanophone ne sont pas prises en compte.